

**Zeitschrift:** Revue Militaire Suisse  
**Herausgeber:** Association de la Revue Militaire Suisse  
**Band:** - (2015)  
**Heft:** 1

**Artikel:** Des activités porteuses pour l'économie  
**Autor:** Zahno, Philippe  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-781244>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 14.03.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**



Armement

## Des activités porteuses pour l'économie

**Philippe Zahno**

Secrétaire général GRPM

Il est fondamental de maintenir en Suisse un savoir-faire pointu dans les domaines de l'aviation, de la défense et de la sécurité en général. Ces secteurs sont techniquement exigeants. Les entreprises qui s'y consacrent bénéficient d'un savoir-faire hautement qualifié et transposable dans d'autres domaines d'activités. De plus, elles participent à la sécurité du pays en maintenant une industrie de proximité dans un domaine sensible. Si personne n'y prend garde et si les aspects économiques éclipsent les préoccupations stratégiques, le niveau technologique d'une partie de l'économie helvétique pourrait rapidement ne plus soutenir la comparaison internationale.

Le Groupe Romand pour le Matériel de Défense et de Sécurité (GRPM) présidé par Markus Niederhauser (Systems Assembling SA, Boudry) s'investit depuis 1987 dans la création d'un environnement favorable aux entreprises romandes actives dans le marché du matériel de défense et de sécurité civil et militaire. En l'occurrence, il s'agit d'un véritable travail de Sisyphe tant il est nécessaire de répéter les mêmes messages et de convaincre des personnes et des cercles souvent renouvelés. Dans ce combat, l'inscription dans la durée joue un rôle fondamental. Prenons l'exemple du *Gripen* : des dizaines d'entreprises misaient sur des retombées directes. Elles sont déçues et se demandent comment elles maintiendront savoir-faire et emplois. Cette déception ne doit pas conduire à baisser les bras mais à s'impliquer plus encore dans le travail de fond (lobby, influence, conditions-cadres, etc) en faveur des futures programmes d'acquisition de la Confédération.

Afin d'offrir à ses membres des informations et un réseau de première main, le GRPM est en contact étroit avec les responsables du DDPS, de l'armée, d'armasuisse, de Swiss ASD (AeroSpace and Defense Industries Association Switzerland), de la STA (Société suisse Technique et Armée), du CSTD (Cercle de travail sécurité et techniques de défense) ainsi que du SECO (Secrétariat

d'Etat à l'économie). Des liens sont également entretenus avec les grands donneurs d'ordre internationaux. Ces relations privilégiées permettent au GRPM de présenter des prestations de premier choix notamment dans la mise en réseau. D'autres activités comme le lobby politique sont moins spectaculaires mais pas moins importantes. Le GRPM a depuis longtemps élargi son champ d'activités et ne se limite pas au secteur classique de l'armement. L'informatique, les machines et l'immobilier par exemple sont particulièrement visés et soutenus par le GRPM.

Le Groupe romand pour le matériel de défense et de sécurité a pour objectifs essentiels de créer un environnement favorable aux entreprises romandes actives dans le secteur, de renforcer l'image de ces entreprises auprès des instances et organes civils et militaires, privés ou publics, impliqués dans l'évaluation, la préparation et la décision concernant le matériel de défense et de sécurité. Le GRPM représente ces entreprises romandes, défend leurs intérêts en tant que corps intermédiaire dans leurs relations avec l'Etat, en particulier l'armée et armasuisse, avec les milieux politiques et les médias. Le GRPM mène enfin ou participe à des activités particulières tendant à favoriser le développement du domaine de la défense et de la sécurité.

Concrètement, l'association offre à ses membres une plate-forme d'information et de réseautage à multiples niveaux, notamment en organisant des événements, des rencontres B2B, la mise à disposition d'adresses de fournisseurs de la Confédération, des conférences, des vitrines de compétences dans les foires et expositions, des rencontres avec les parlementaires fédéraux, etc. Elle mène le marché des affaires compensatoires en coopération avec ses homologues alémaniques et armasuisse.

Le GRPM est particulièrement actif dans le cadre de la lutte contre le phénomène des crédits restants. Il s'agit des montants portés au budget de l'armée mais pas





utilisés par celle-ci. En fin d'année, on entend souvent les responsables de l'armée annoncer fièrement ne pas avoir utilisé tout l'argent à disposition. En fait, ces « économies » ne tiennent pas la route politiquement et provoquent souvent des haussemments de sourcils auprès des politiciens. Le GRPM a rencontré en 2014 le chef du DDPS, le directeur d'armasuisse et de nombreux parlementaires. Il a rendu le monde politico-administratif attentif au fait que l'industrie n'a aucune compréhension pour les crédits restants, plus d'un milliard de francs en trois ans, l'équivalent de 5'000 hommes/année. Ce sont des centaines de millions qui pourraient être consacrés aux acquisitions en attente. Le GRPM a fait des propositions précises : le DDPS, avec le Parlement fédéral, peut et doit mettre en place un système prévoyant l'attribution des

crédits restants à des dossiers techniquement approuvés par armasuisse et validés par les instances politiques. A cette fin, armasuisse doit être dotée du personnel nécessaire pour l'évaluation des produits et le Parlement doit pouvoir donner son aval à une liste préparée par le DDPS. Rien de très compliqué en fin de compte, encore faut-il une réelle volonté politique de mise en oeuvre.

Si rien n'est entrepris contre la passivité stratégique en matière d'équipements de défense et de sécurité, l'industrie suisse du secteur entrera (est déjà partiellement entrée) dans une spirale dont l'aboutissement est connu : à la demande diminuée succédera la baisse de la production, la réduction des fonds à disposition pour la recherche et le développement, la fermeture de l'accès aux technologies,





la perte de compétence, la réduction de la compétitivité, la diminution des emplois, et finalement la fin des activités et les délocalisations. Stopper cette spirale ne doit pas être le résultat purement économique des lois du marché mais le fruit d'une volonté stratégique et politique.

Le GRPM contribue activement à cette prise de conscience. Il a récemment déposé à Berne une série de propositions allant de l'amélioration de la planification (planifications réservées, prévisionnelles, alternatives) à une accélération des processus. A cette fin, les effectifs d'armasuisse doivent être adaptés si nécessaire et la gestion des risque généralisée. Il s'agit de viser le long terme tout en gagnant en certitude de planification à court terme. L'industrie doit absolument être incluse dans les négociations d'accords compensatoires. Le GRPM exige des achats proportionnels en Suisse romande ; il est d'avis qu'au-delà des grands principes des marchés publics et des appels d'offres, il y a une large place pour un véritable « Suisse Romande Buy Act » qui prenne véritablement en compte les intérêts de l'économie helvétique.

Ph. Z.



La production d'armes et de munitions, ainsi que la maintenance ou encore la modernisation des systèmes d'armes nécessitent une industrie nationale d'armement diversifiée, intégrée sur le plan international et performante. Photo © Bat car 14.

